

Questions orales

LES PÊCHES

LA FERMETURE DES PORTS À LA FLOTTE FRANÇAISE

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, on peut lire aujourd'hui les manchettes suivantes: «Les ports canadiens fermés aux pêcheurs français»; «Les bateaux seront arrêtés en dehors de la zone en litige»; et «Le gouvernement agit contre la surpêche.»

Des voix: Bravo!

M. Baker: Le seul problème est que la flotte française n'utilise pas les ports canadiens, les Français ne pêchent pas en dehors de la zone contestée et toute la flotte française à laquelle le gouvernement interdit l'accès aux ports canadiens est déjà retournée en France.

Des voix: Bravo!

M. Gauthier: Allons, John!

M. Baker: Je demande au ministre des Transports que le premier ministre a chargé de répondre à ces questions et de faire des déclarations à ce sujet à Terre-Neuve, pourquoi interdire l'accès des ports aux Français quand ces derniers ne les utilisent pas? Pourquoi leur interdire de pêcher à des endroits où ils ne pêchent pas de toute façon? Pourquoi avoir fait ces déclarations après le départ des bateaux français? Le ministre des Transports a déclaré: «C'est un avertissement très net». Nous disons que c'est un écran de fumée. «Beaucoup, beaucoup de fumée, pas de feu.»

Des voix: Bravo!

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et Océans): Monsieur le Président, nous savons que le député se pense acteur, mais nous nous demandons quand il réussira à avoir de la suite dans les idées.

Des voix: Bravo!

M. Siddon: Un jour nous entendons le député et ses collègues demander au gouvernement d'être ferme et coriace. Le lendemain, il déclare à la Chambre: «Pourquoi s'en soucier?» L'illogisme dont fait preuve le député en posant sans cesse des questions là-dessus est regrettable et futile. Nous avons annoncé que nous interdisions l'accès aux ports et que nous éliminions le contingentement de poisson de la France dans la région désignée 3PS, car d'après nos calculs la France a dépassé le contingent que le Canada accorde aux bateaux français dans cette région. Si cette mesure doit être inefficace pourquoi la France a-t-elle si vivement protestée aujourd'hui?

• (1440)

M. Baker: Le ministre des Pêches répond enfin à une question sur le sujet. Il me fait penser à une baleine qui reste habituellement sous l'eau mais qui remonte de temps à autre pour souffler.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. George Baker (Gander—Twillingate): Doit-on comprendre par cette déclaration que les navires français peuvent revenir au Canada à l'automne, comme ils le font toujours, et

pêcher maintenant sans entraves dans le secteur en litige jusqu'à la limite des 200 milles, comme ils le font toujours, pourvu qu'ils fréquentent les mêmes ports comme ils le font toujours? A quoi veut en venir le gouvernement? A-t-il adopté la même position et le même style que le premier ministre Peckford qui pratique le terrorisme intellectuel? Je suis convaincu que les pêcheurs français en tremblent dans leurs bottes de caoutchouc.

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et Océans): Je ne sais pas si j'ai entendu une question, monsieur le Président, mais s'il y a une baleine à la Chambre qui a appris à souffler fort, c'est bien le député d'en face.

Ce qui m'intrigue c'est que le député n'a rien fait en 1972 quand son parti était au pouvoir. Quand a été conclu en 1976 le traité à l'origine de cette débâcle, le député n'a rien fait alors que son gouvernement amputait de la compétence canadienne les deux extrémités du Grand Banc, agissant contre son propre intérêt par dépit pour ainsi dire, ce qui a privé les pêcheurs canadiens de leur droit et de ce qui leur était légitimement dû. Nous nous employons à faire en sorte que ces ressources soient conservées et gérées à l'avantage des pêcheurs de Terre-Neuve et du Labrador et, en fait, de toute la région de l'Atlantique.

* * *

L'AGRICULTURE

L'AIDE AUX AGRICULTEURS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, dans sa réponse précédente au chef de mon parti, le ministre de l'Agriculture a semblé dire qu'on ne devrait pas s'attendre à ce que les agriculteurs canadiens sachent à l'avance quelle sorte d'aide le gouvernement leur fournira cette année. Pourrait-il nous expliquer pourquoi nos agriculteurs devraient ignorer combien le gouvernement fédéral entend leur donner, alors qu'il sait comme tout le monde et, notamment, les agriculteurs canadiens, que le gouvernement américain a garanti à leurs homologues qu'ils toucheraient de 35 à 36 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années? Les agriculteurs américains savent fort bien à quoi s'en tenir. Pourquoi le ministre ne peut-il pas renseigner les nôtres sur leur avenir?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député connaît parfaitement la réponse. Il sait pertinemment quelle raison je dois invoquer. Si j'avais à choisir entre soutenir les intérêts du Nouveau parti démocratique ou ceux des représentants des milieux agricoles canadiens, je n'hésiterais pas un seul instant.